



COMPTE RENDU DU COMITE TECHNIQUE LOCAL "SUPPRESSIONS D'EMPLOIS" du 23 janvier 2012

Suite au vote négatif unanime des représentants des personnels au comité Technique Local du 19 janvier relatif aux suppressions de postes, la direction a convoqué une nouvelle séance le 23. A la demande des trois organisations syndicales représentées, plus de 80 agents sont venus s'exprimer. Une vingtaine d'entre eux représentait les services extérieurs à la cité administrative. Monsieur Cognon, qui assurait la présidence en l'absence de Monsieur Robert, a accepté le dialogue avec les agents, conscient sans doute qu'il avait face à lui des collègues mécontents mais responsables.

En réponse aux expressions résolues mais pondérées des agents décrivant le profond malaise quotidien lié à leurs conditions de travail et à l'exercice de leurs missions, le directeur par intérim a campé un personnage compatissant mais assumant pleinement la sale besogne assignée par les pouvoirs publics.

Devant les arguties répétées par la direction, les collègues présents ont défendu pied à pied, par leurs arguments, leurs missions, leurs services et leurs conditions de travail.

Que pèsent leurs techniques de communication face aux réalités implacables vécues par les agents ?

Le discours convenu de la direction n'a dupé personne. Celle-ci dilue ses responsabilités entre la direction générale et l'encadrement intermédiaire, refuse d'alerter la centrale sur la situation du département sous prétexte que les relais institutionnels existants suffisent.

Monsieur Cognon a appelé à un nécessaire règlement collectif de la situation: Pour lui, direction, cadres, agents, sommes tous dans le même bateau. Nous, organisations syndicales de la DDFIP de Vaucluse, avec les agents, refusons de partager une quelconque responsabilité dans ce naufrage programmé. Que ce soit bien clair, les suppressions d'emplois, certains les décident, d'autres les subissent.

En participant massivement à cette initiative, les agents, avec leurs représentants, ont démontré leur profond attachement à la qualité du service public fiscal et comptable et à leurs conditions de travail. Ce CTL a montré qu'en terme d'emplois, ils n'avaient rien à attendre de la direction.

UNE SEULE SOLUTION : TOUS EN GREVE, TOUS DANS L'ACTION LE 2 FEVRIER !